

Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial des Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, 28 juillet 1916.

N° 59.

Freitag, 28. Juli 1916.

Arrêté grand-ducal du 28 juillet 1916, concernant la saisie, l'expropriation et la répartition de la récolte de froment, de seigle et de mûteil, respectivement de la farine.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Attendu qu'il y a urgence;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Chap. Ier. — *De la saisie.*

Art. 1er. A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, toute la récolte de 1916 de froment (épeautre), de seigle et de mûteil est saisie au profit de l'Etat.

Sont également saisies au profit de l'Etat toutes les provisions de farine et de blé de froment (épeautre), de seigle et de mûteil provenant de récoltes antérieures ou d'importations de l'étranger.

Großh. Beschluss vom 28. Juli 1916, betreffend Beschlagnahme der Weizen-, Roggen- und Mengkornernte, bezw. des Getreide- mehles.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, sc., sc., sc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die notwendigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen während des Krieges;

Zu Unbetacht der Dringlichkeit der Maßnahmen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Cap. I. — *Beschlagnahme.*

Art. 1. Mit dem Tage des Inkrafttretens dieses Beschlusses ist die gesamte Weizen- (Spelz-), Roggen- und Mengkornernte von 1916 für den Staat beschlagnahmt.

Sind gleicherweise für den Staat beschlagnahmt sämtliche Vorräte an Mehl und Getreide aus Weizen, Roggen oder Mengkorn, welche aus vorjährigen Ernten stammen oder aus dem Auslande eingeführt sind oder noch einzuführen werden.

La saisie et l'expropriation s'étendent également au chaume du blé non battu.

Après le battage, la paille est exemptée de la saisie. Si le battage n'a lieu qu'après l'expropriation, la propriété de la paille repasse à l'ancien propriétaire, dès que le blé sera battu.

Art. 2. Il est défendu, sans l'autorisation écrite et préalable de l'officier de répartition, de modifier ou de déplacer les objets saisis, et tous actes de disposition y relatifs sont nuls, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par l'art. 3 ci-après.

Il est spécialement défendu d'employer les objets saisis à la nourriture animale ou à la production d'alcool.

Sont assimilés aux actes de disposition les actes résultant des procédures de la saisie-exécution ou de la saisie-arrêt.

Art. 3. Les détenteurs de provisions visées à l'art. 1^{er} sont autorisés et obligés de les engranger et de pourvoir aux mesures nécessaires à leur conservation.

Malgré la saisie il est permis:

a) aux entrepreneurs d'exploitations agricoles, de prélever les semences nécessaires aux semaines ainsi que d'employer provisoirement et jusqu'à nouvelle disposition à la nourriture des membres de leur ménage, y compris les domestiques, la quantité de blé à fixer par le Gouvernement. Pour ce qui concerne les ouvriers temporaires, les exploitants agricoles ne pourront retenir la ration légale de blé que pour les journées réelles de travail. Le nombre de ces journées sera calculé d'après les relevés de l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité de l'année écoulée;

b) aux entrepreneurs d'exploitations agri-

Bei unausgedroschenem Getreide erstrecken sich Beschlagnahme und Enteignung auch auf den Halm.

Mit dem Ausbreschen wird das Stroh von der Beschlagnahme frei. Wird erst nach der Enteignung ausgedroschen, so fällt das Eigentum an Stroh an den bisherigen Eigentümer zurück, sobald das Getreide ausgedroschen ist.

Art. 2. An den beschlagnahmten Gegenständen dürfen, ohne vorgängige schriftliche Erlaubnis der Staatlichen Einlaufs- und Verteilungsstelle, Veränderungen oder Verschiebungen nicht vorgenommen werden, und rechtsgeschäftliche Verfügungen über sie sind nichtig, soweit nicht in Art. 3 etwas anders bestimmt ist.

Insbesondere ist auch das Versüttern oder die Verwendung zu Brennereizwecken verboten.

Den rechtsgeschäftlichen Verfügungen stehen Verfügungen gleich, die im Wege der Zwangsvollstreckung oder Arrestvollziehung erfolgen.

Art. 3. Die Besitzer von beschlagnahmten Vorräten sind berechtigt und verpflichtet, dieselben einzuschauen und die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen vorzunehmen.

Trotz der Beschlagnahme dürfen:

a) Unternehmer landwirtschaftlicher Betriebe, das zur Saatbestellung nötige Saatgetreide zurückbehalten und provisorisch und bis auf weitere Verfügung, zum Unterhalt der Angehörigen ihrer Wirtschaft, einschließlich des Dienstpersonals, das durch die Regierung festgesetzte Getreidequantum verwenden. Für die vorübergehend beschäftigten Arbeiter dürfen die landwirtschaftlichen Unternehmer die gesetzliche Getreideration nur für die tatsächlich geleisteten Arbeitstage zurückbehalten. Die Zahl dieser Tage wird auf Grund der letzjährigen Angaben der Alters- und Invaliditätsversicherungsanstalt berechnet;

b) die Unternehmer landwirtschaftlicher Be-

coles de fournir ou d'échanger du blé de semence. Toutefois ces échanges et ces fournitures de blés de semence sont subordonnés à l'autorisation écrite de l'Office d'achat et de répartition;

c) aux moulins à façon de moudre le blé laissé à la libre disposition des personnes reprises sub art. 3a; la farine et les déchets reviennent aux propriétaires.

Art. 4. Les effets de la saisie cessent avec l'expropriation ou avec les alienations ou emplois autorisés par l'art. 3; des arrêtés ministériels régleront les questions de détail.

Art. 5. Les infractions aux dispositions des art. 1^{er} à 4 qui précèdent seront punies d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 500 fr. à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement. Sera puni des mêmes peines, quiconque néglige de prendre les mesures conservatoires nécessaires relatives à ces provisions ou qui emploie à d'autres fins le blé acquis pour les semences.

Chap. II. — *De la déclaration obligatoire.*

Art. 6. Quiconque, à la date du 28 juillet 1916, est propriétaire de provisions visées à l'art. 1^{er}, est obligé de les déclarer au bourgmestre de sa commune, après déduction des quantités lui revenant légalement pour le mois d'août, sans qu'il y ait à distinguer entre celles qu'il détient personnellement et celles qui se trouvent dans-mains d'un tiers, même habitant une autre commune.

Les provisions réclamées pour les semences sont à mentionner séparément.

Tout détenteur de provisions de blé ou de farine appartenant à autrui sera obligé d'en faire une déclaration spéciale, avec mention du propriétaire.

Art. 7. Les déclarations sont à présenter au bourgmestre jusqu'au 1^{er} août 1916 inclusive.

triebe, Saatgetreide liefern oder umtanschen. Jedoch bedürfen diese Lieferungen über Tauschgeschäfte von Saatgetreide der Genehmigung der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale;

c) die Kundenmühlen, das den unter Art. 3a aufgeführten Personen überlassene Getreide vernahmen; Mehl und Abfälle stehen den Eigentümern zu.

Art. 4. Die Wirkungen der Beschlagnahme hören auf mit der Enteignung oder mit den nach Art. 3 zugelassenen Veräußerungen oder Verwendungen; das Nähere wird durch Regierungsbeschlüsse bestimmt.

Art. 5. Zuwidderhandlungen gegen die Bestimmungen der Art. 1 bis 4 werden mit Gefängnis von einem bis drei Jahren und mit einer Geldstrafe von 500 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft. Ebenso wird bestraft, wer die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen pflichtwidrig unterlässt, oder wer als Saatgetreide erworbenes Getreide zu andern Zwecken verwendet.

Cap. II. — *Anzeige pflichtig.*

Art. 6. Wer am 28. Juli 1916 Vorräte der in Art. 1 bezeichneten Art besitzt, ist verpflichtet, dieselben, nach Abzug der gesetzlichen Verbrauchsmengen für den Monat August, dem Bürgermeister seiner Gemeinde anzugeben, ohne Unterschied, ob er diese Vorräte persönlich in Gewahrsam hat oder ob ein Teil bei einem Dritten lagert, selbst wenn dieser eine andere Gemeinde bewohnt.

Vorräte, die als Saatgut beansprucht werden, sind besonders anzugeben.

Wer Vorräte an Mehl oder Getreide, die einem Andern gehören, in Gewahrsam hat, ist verpflichtet, dieselben besonders anzugeben mit Angabe des Eigentümers.

Art. 7. Die Anzeigen sind bis zum 1. August 1916 einschließlich einzureichen. Die Bürger-

ment. Les bourgmestres adresseront jusqu'au 10 août 1916 inclusivement au Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail un relevé par section des provisions existantes et du nombre des personnes tombant sous l'application de l'art. 3 a, ainsi que les quantités de blé revenant aux entrepreneurs d'exploitations agricoles pour leurs semaines et leur ménage.

Le relevé indiquera séparément les provisions qui sont la propriété de la commune ou d'établissements d'utilité publique.

Pour les déclarations il sera fait usage des formulaires arrêtés par le Gouvernement.

Art. 8. En vue de la vérification des livres des personnes soumises à la déclaration obligatoire et du contrôle de leurs déclarations, le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail ou ses délégués munis d'un pouvoir écrit, les commissaires de district, les bourgmestres, les commis des accises, les agents de la police générale et locale, les gardes champêtres, les gardes forestiers et les agents de la police criminelle sont autorisés à visiter les locaux d'approvisionnement et d'exploitation des personnes soumises à la déclaration ainsi que tous endroits où ils prêteront l'existence de produits prévus à l'art. 1^{er} qui précède.

Art. 9. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 fr. à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement, quiconque omettra de faire la déclaration dans le délai prescrit ou fournira sciemment des indications fausses ou incomplètes, ou refusera de signer sa déclaration.

Chap. III. — *Expropriation.*

Art. 10. La propriété des provisions saisies passe à l'Etat par vente librement consentie

meister haben bis zum 10. August 1915 einschließlich dem General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit ein Verzeichnis der vorhandenen Vorräte und der Zahl der unter Art. 3a fallenden Personen getrennt nach Sektionen einzurichten, sowie das den Unternehmern landwirtschaftlicher Betriebe für Saatgut und Haushaltsbedarf anzuhaltende Betriebsquantum anzugeben.

In dem Verzeichnis sind diejenigen Vorräte gesondert anzugeben, die im Eigentum der Gemeinden oder gemeinnütziger Anstalten stehen.

Für die Anzeigen sind die von der Regierung festgestellten Formulare zu benutzen.

Art. 8. Zwecks Prüfung der Bücher der anzeigenpflichtigen Personen und Kontrolle der Anzeigen sind der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit oder die mit einer schriftlichen Vollmacht versehenen Delegierten, die Distriktskommissare und die Bürgermeister, die Kommiss der Altkreisverwaltung, die Agenten der allgemeinen und Lokal-Polizei, die Baumhüter, die Förster und die Agenten der Kriminalpolizei, ermächtigt, deren Vorrats- und Betriebsräume sowie alle Orte, an welchen Vorräte der in Art. 1 vorgesehenen Art vermutet werden, zu untersuchen.

Art. 9. Wer die Anzeige nicht in der gesetzten Frist erstattet, oder wer wissenlich unrichtige oder unvollständige Angaben macht, oder wer sich weigert, seine Anzeige mit Unterschrift zu versehen, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Chap. III. — *Enteignung.*

Art. 10. Das Eigentum an den beschlagnahmten Vorräten geht durch freihändige Ver-

ou par décision du Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail.

Pour les entrepreneurs d'exploitations agricoles il y a lieu d'établir avant l'expropriation les provisions dont ils ont besoin pour la nourriture et pour les semaines, sur la base des dispositions de l'art. 3 a. Ces provisions seront disjointes et exemptées de l'expropriation. Leur disjonction entraîne la main-levée de la saisie. Les blés de semence mentionnés sub-art. 3 b seront également disjointes et exemptées de l'expropriation; la disjonction en entraîne la main-levée de la saisie.

Art. 11. L'expropriation peut être ordonnée soit à l'égard de chaque propriétaire individuellement, soit à l'égard de tous les propriétaires d'un district ou d'une partie du district; dans le premier cas, la transmission de la propriété a lieu dès la réception de la décision afférente par le propriétaire, dans le dernier cas, dès le jour de la communication de la décision aux communes respectives.

Art. 12. L'État payera un prix équitable pour les provisions cédées, eu égard aux prix maxima fixés par le Gouvernement, ainsi qu'à la qualité et à la valeur des provisions et sur avis d'expert.

Les frais d'expropriation sont à supporter par les expropriés proportionnellement à la valeur des objets expropriés.

Art. 13. Le détenteur des provisions expropriées est obligé de les conserver et de leur appliquer les soins d'un bon père de famille jusqu'à ce que l'État les prenne en ses dépôts.

Chap. IV. — Dispositions spéciales concernant le blé non battu.

Art. 14. La saisie ni l'expropriation n'empêchent le détenteur de battre le blé.

Kauf oder durch Anordnung des General-Direktors für Ackerbau, Industrie und Arbeit auf den Staat über.

Bei Unternehmern landwirtschaftlicher Betriebe ist vor der Enteignung festzustellen, welche Vorräte sie nach Maßgabe des Art. 3a zur Ernährung und Saatbestellung nötig haben. Diese Vorräte sind auszusondern und von der Enteignung auszunehmen. Sie werden mit der Aussönderung von der Beschlagnahme frei. Das unter Art. 3b erwähnte Saatgetreide ist gleichfalls auszusondern und von der Enteignung auszunehmen. Es wird mit der Aussönderung von der Beschlagnahme frei.

Art. 11. Die Anordnung durch die enteignet wird, kann an den einzelnen Eigentümer oder an alle Eigentümer des Bezirks oder eines Teiles des Bezirks gerichtet werden; im ersten Falle geht das Eigentum über, sobald die Anordnung dem Eigentümer zugleich, im letzteren Falle, mit dem Tage, an welchem die Anordnung den respektiven Gemeinden zugeht.

Art. 12. Der Staat hat für die überlassenen Vorräte einen angemessenen Preis zu zahlen und zwar unter Berücksichtigung der von der Regierung festgesetzten Höchstpreise sowie der Güte und Verwertbarkeit der Vorräte, nach Aufführung von Sachverständigen.

Die Enteignungskosten sind von den Enteigneten im Verhältnis zum Werte der enteigneten Gegenstände zu tragen.

Art. 13. Der Besitzer der enteigneten Vorräte ist verpflichtet, sie zu verwahren und pfleglich zu behandeln, bis der Staat sie in seinen Gewahrsam übernimmt.

Chap. IV. — Sondervorschriften für unausgebroschene Getreide

Art. 14. Der Besitzer ist durch die Beschlagnahme oder die Enteignung nicht gehindert, das Getreide auszubröschen.

Art. 15. Le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail peut prescrire aux détenteurs de blé de le battre dans un délai déterminé avec les ustensiles de leur exploitation agricole. Faute d'exécution de cet ordre, le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail ou son délégué peut faire procéder au battage par un tiers aux frais du détenteur. Le détenteur est tenu de permettre le battage dans les locaux et par les moyens de son exploitation.

Art. 16. Le prix de reprise par l'État est à fixer conformément à l'art. 12, après le battage du blé.

Chap. V. — Réglementation de la consommation.

Art. 17. L'Office d'achat et de répartition réorganisé par arrêté g.-d. du 26 novembre 1915 continuera provisoirement à fonctionner.

Art. 18. L'Office d'achat et de répartition a pour mission de pourvoir à l'acquisition et à la répartition des provisions existantes sur tout le pays jusqu'à la prochaine récolte d'après les principes établis par le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail, et avec l'appui des commissaires de district et des bourgmestres.

Art. 19. Les administrations communales et les commissaires de district doivent fourrir à l'Office d'achat et de répartition les renseignements requis.

Art. 20. Les administrations communales régleront la consommation des provisions dans leur commune et notamment la répartition de la farine aux boulanger, pâtissiers et commerçants. La quantité cédée ne pourra excéder celle fixée par l'Office d'achat et de répartition pour la période afférente.

Art. 15. Der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit kann bestimmen, daß das Getreide von den Besitzern mit den Mitteln ihres landwirtschaftlichen Betriebes binnen einer zu bestimmenden Frist ausgedroschen wird. Wenn der Verpflichtete dem Verlangen nicht nach, so kann der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit oder sein Delegierter das Ausdroschen auf dessen Kosten durch einen Dritten vornehmen lassen. Der Verpflichtete hat die Bemühung in seinen Wirtschaftsräumen und mit den Mitteln seines Betriebes zu gestalten.

Art. 16. Der Übernahmepreis ist gemäß Art. 12 festzusetzen, nachdem das Getreide ausgedroschen ist.

Cap. V. — Verbrauchs-Me gelung.

Art. 17. Die durch Großh. Beschl. vom 26. November 1915 reorganisierte Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale setzt provisorisch ihre Tätigkeit fort.

Art. 18. Die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale hat die Aufgabe, mit Hilfe der Distriktskommisare und Bürgermeister für die Verteilung der vorhandenen Vorräte über das Land für die Zeit bis zur nächsten Ernte nach den von dem General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit aufzustellenden Grundsätzen zu sorgen.

Art. 19. Die Gemeinde-Verwaltungen und die Distriktskommisare haben der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale die gewünschten Aufschlüsse zu liefern.

Art. 20. Die Gemeinde-Verwaltungen haben den Verbrauch der Vorräte in ihrer Gemeinde zu regeln, insbesondere die Verteilung von Mehl an Bäcker, Konditoren und Kleinhandel vorzunehmen. Dabei darf nicht mehr abgegeben werden, als die von der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale für den betreffenden Beitraum festgesetzte Menge.

Art. 21. Les administrations communales pourront notamment :

- a) ordonner qu'il ne soit cuit que des pains uniformes;
- b) défendre ou réduire la cuisson de gâteaux de tous genres;
- c) limiter la fourniture et l'achat de pain et de farine à des quantités, des débits et heures déterminées;
- d) prohiber ou limiter la liberté des négociants, boulanger et pâtissiers-confiseurs de débiter du pain et de la farine en dehors de la commune de leur établissement commercial.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux provisions appartenant ou revenant à l'Etat.

Art. 22. Le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail ou son délégué peuvent prescrire d'office le mode de réglementation prévu par les art. 20 et 21.

Art. 23. Le collège échevinal exécutera les mesures ordonnées.

Art. 24. Les communes fixeront, dans la limite des prix maxima établis par le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail, le prix de la farine cédée par elles.

Art. 25. Les contestations résultant de la réglementation de la consommation sont décidées sans recours par le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail.

Chap. VI. — Moyens de contrainte.

Art. 26. Quiconque contreviendra aux arrêtés ministériels pris ou à prendre en exécution du présent arrêté ou aux obligations, prescriptions, ordres ou mesures d'exécution prévus aux art. 10 à 25 qui précédent, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et

Art. 21. Die Gemeinden können insbesondere:

- a) anordnen, daß nur Einheitsbrot bereitet werden dürfen;
- b) das Bereiten von Süchen aller Art verbieten oder einschränken;
- c) die Abgabe und die Entnahme von Brot und Mehl auf bestimmte Mengen, Abgabestellen und Zeiten beschränken;
- d) Händlern, Bäckern und Konditoren die Abgabe von Brot und Mehl außerhalb der Gemeinde ihrer gewöhnlichen Niederlassung verbieten oder beschränken.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf Vorräte, die dem Staat angehören oder zustehen.

Art. 22. Der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit oder sein Delegierter können die Art der Regelung (Art. 20 u. 21) vorschreiben.

Art. 23. Zur Durchführung dieser Maßnahmen ist das Schöffenskollegium verpflichtet.

Art. 24. Die Gemeinden haben den Preis für das von ihnen abgegebene Mehl nach Abgabe der durch den General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit bestimmten Höchstpreise festzusetzen.

Art. 25. Über Streitigkeiten, die bei der Verbrauchsregelung entstehen, entscheidet endgültig der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit.

Chap. VI. — Zwangsbefüsse.

Art. 26. Wer den Kraft dieses Beschlusses erlassen oder noch zu erlassenden Regierungsbeschlüssen und den unter Art. 10 bis 25 vorgesehenen Verpflichtungen, Vorschriften, Anordnungen oder Ausführungsbestimmungen zuwiderhandelt, wird mit Gefängnis von acht Tagen

d'une amende de 26 fr. à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

Art. 27. Le collège échevinal peut soit fermer, soit faire exploiter en régie les établissements commerciaux dont les tenanciers ou chefs d'exploitation se dérobent aux devoirs leur imposés par le présent arrêté ou les dispositions prises en son exécution. Un recours contre cette décision est ouvert auprès du Gouvernement, qui y statuera en premier ressort. Il y sera statué en dernier ressort, avec juridiction directe, par le Conseil d'État, Comité du contentieux. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

Le recours au Conseil d'État doit être formé sous peine de forclusion dans les dix jours de la notification par la voie administrative de la décision critiquée. Il n'est pas exigé qu'il soit présenté par un avocat.

Chap. VII. — Dispositions finales.

Art. 28. Les contestations de nature civile qui pourront résulter

- a) de l'application des art. 1er à 4;
- b) de la procédure d'expropriation (art. 10 à 13);
- c) de l'application des art. 14, 15 et 16, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton dans lequel les provisions se trouvent.

Art. 29. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Le Gouvernement déterminera l'époque où il céssera ses effets.

Art. 30. Notre Conseil du Gouvernement ainsi que les départements que la chose concerne, sont chargés de l'exécution du présent

bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 27. Das Schöffenkollegium kann Geschäfte, deren Inhaber oder Betriebsleiter sich der Erfüllung der Pflichten entziehen, die ihnen durch die Verordnung oder die dazu erlassenen Ausführungsbestimmungen auferlegt werden, schließen, oder in eigenen Betrieb nehmen. Gegen die Verfügung ist Beschwerde bei der Regierung zulässig, die in erster Instanz entscheidet. Der Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, entscheidet endgültig mit direkter Jurisdiktion. Diese Beschwerde sowie Berufung haben keine aufschiebende Wirkung.

Die Berufung an den Staatsrat muss innerhalb 10 Tagen nach der auf dem Verwaltungswege erfolgten Zustellung der beanstandeten Entscheidung, bei Strafe des Beifalles, eingelebt werden. Dieselbe bedarf der Vertretung durch einen Anwalt nicht.

Kap. VII. — Schlußvorschriften.

Art. 28. Über die Zivilstreitigkeiten, die entstehen können:

- a) aus der Anwendung der Art. 1 bis 4;
- b) aus dem Enteignungsverfahren (Art. 10 bis 13);
- c) aus der Anwendung der Art. 14, 15 und 16, entscheidet endgültig der Friedensrichter des Kantons, in welchem die Vorräte lagern.

Art. 29. Dieser Beschuß tritt mit dem Tage der Bekanntmachung im „Mémorial“ in Kraft.

Die Regierung bestimmt den Zeitpunkt des Außer Kraft tretens dieses Beschlusses.

Art. 30. Unser Regierungskollegium und die betreffenden Departemente sind mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt und er-

arrêté et autorisés de régler les mesures d'exécution par arrêtés ministériels.

Luxembourg, le 28 juillet 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.
 Dr. WELTER.
 L. KAUFMAN.
 L. MOUTRIER.
 A. LEFORT.

Arrêté grand-ducal du 28 juillet 1916, concernant la saisie de la récolte d'avoine, d'orge, de sarrasin, de pois et de féveroles.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915;

Attendu qu'il y a urgence;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Chap. Ier. — De la saisie.

Art. 1er. A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, toute la récolte d'avoine, d'orge, de sarrasin, de pois et de féveroles de l'année 1916 est saisie au profit de l'Etat.

Sont également saisies au profit de l'Etat toutes les provisions d'avoine, d'orge, de sarrasin, de pois et de féveroles provenant de récoltes antérieures ou d'importations de l'étranger.

Art. 2. Il est défendu, sans l'autorisation écrite et préalable de l'Office d'achat et de répartition,

mächtigt, die näheren Ausführungsbestimmungen zu erlassen.

Luxemburg, den 28. Juli 1916.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

V. Thorn.
 Dr. Welter.
 L. Kauffman.
 L. Moutrier.
 A. Lefort.

Großh. Beschluß vom 28. Juli 1916, betreffend die Beschlagnahme der Hafer-, Gersten-, Heidekorn-, Erbsen- und Feldbohnen-Ernte.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau etc., etc., etc.;

Nach Einficht des Gesetzes vom 15. März 1915;

Zu Rücksicht der Dringlichkeit der Maßnahmen;

Nach Einficht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates;

Nach Beratung der Regierung im Konsil;

Haben beschlossen und beschließen:

Kap. I. — Beschlagnahme.

Art. 1. Mit dem Tage des Zutrittsretens dieses Beschlusses ist die gesamte Hafer-, Gersten-, Heidekorn-, Erbsen- und Feldbohnen-Ernte von 1916 für den Staat beschlagnahmt.

Sind gleicherweise für den Staat beschlagnahmt alle Bestände vorjähriger Ernten an Hafer, Gerste, Heidekorn, Erbsen und Feldbohnen, welche aus vorjähriger Ernten stammen oder aus dem Auslande eingeführt sind oder noch eingeschafft werden.

Art. 2. An den beschlagnahmten Gegenständen dürfen ohne vorgängige öffentliche Er-

de déplacer les objets saisis, et tous actes de disposition y relatifs sont nuls, pour autant qu'il n'y est pas dérogé par les art. 3 et 7 ci-après.

Sont assimilés aux actes de disposition les actes résultant des procédures de la saisie-exécution ou de la saisie-arrest.

Art. 3. Les détenteurs de provisions saisis sont autorisés et obligés de les engranger et de pourvoir aux mesures nécessaires à leur conservation.

Les transports commencés peuvent être terminés.

Malgré la saisie il est permis:

a) aux entrepreneurs d'exploitations agricoles, d'employer provisoirement et jusqu'à nouvelle disposition les provisions saisis à la nourriture de leur bétail, ainsi que de prélever les semences nécessaires aux semaines du printemps;

b) aux entrepreneurs d'exploitations agricoles de fournir ou d'échanger du grain de semence. Toutefois ces échanges et fournitures de semences sont subordonnés à l'autorisation de l'Office d'achat et de répartition;

c) de battre les céréales et légumineuses saisis.

Art. 4. Les effets de la saisie cessent avec les aliénations ou emplois autorisés par les art. 3 et 7; des arrêtés ministériels régleront les questions de détail.

Art. 5. Les contestations qui pourront résulter de l'application des art. 1^{er} à 4 seront jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton dans lequel les provisions se trouvent.

Art. 6. Les infractions aux dispositions des art. 1^{er} à 5 qui précédent seront punies d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une

saisie der Staatslichen Einkaufs- und Verteilungszentrale Verschiebungen nicht vorgenommen werden und rechtsgeschäftliche Verfügungen über sie sind nichtig, soweit nicht in den Art. 3 und 7 etwas anderes bestimmt ist.

Den rechtsgeschäftlichen Verfügungen stehen Verfügungen gleich, die im Wege der Zwangsvollstreckung oder Arrestvollziehung erfolgen.

Art. 3. Die Besitzer von beschlagnahmten Vorräten sind berechtigt und verpflichtet, die selben einzuscheiden und die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen vorzunehmen.

Aufgefangene Transporte dürfen zu Ende geführt werden.

Trotz der Beschlagnahme dürfen:

a) Unternehmer landwirtschaftlicher Betriebe provisorisch und bis auf weitere Verfügung die beschlagnahmten Vorräte zur Viehfütterung verwenden, sowie das zur Frühjahrsbesetzung nötige Saatgut vorwegnehmen;

b) Unternehmer landwirtschaftlicher Betriebe, Saatgut liefern oder umtauschen. Jedoch untersiegen diese Lieferungen und Tauschgeschäfte von Saatgut der Ermächtigung der Staatslichen Einkaufs- und Verteilungszentrale;

c) die beschlagnahmten Vorräte ausdreschen.

Art. 4. Die Wirkungen der Beschlagnahme hören auf mit den durch Art. 3 und 7 ermächtigten Veräußerungen oder Verwendungen; das Nächste wird durch Regierungsbeschlüsse bestimmt.

Art. 5. Über Streitigkeiten, die aus der Anwendung der Art. 1 bis 4 entstehen, entscheidet endgültig der Friedensrichter des Kantons, in dem die Vorräte lagern.

Art. 6. Zuwidderhandlungen gegen die Bestimmungen der Art. 1 bis 5 werden mit Gefängnis von 1 bis 3 Jahren und mit einer Geld-

amende de 200 à 1000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

Sera puni des mêmes peines, quiconque néglige de prendre les mesures conservatrices nécessaires relatives à ces provisions ou qui emploie à d'autres fins les quantités destinées aux semaines.

Chap. II. — Dispositions concernant l'acquisition et la répartition.

Art. 7. La propriété des céréales et légumineuses saisies passe à l'État par la vente librement consentie, en égard aux prix maxima à fixer par le Gouvernement.

Toute vente à des tiers autres que l'État est interdite.

Art. 8. L'Office d'achat et de répartition a pour mission de pourvoir à l'acquisition et à la répartition des provisions sur tout le pays d'après les principes à établir par le Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail et avec l'appui des commissaires de district et des bourgmestres.

Art. 9. Les administrations communales et les commissaires de district doivent fournir à l'Office d'achat et de répartition les renseignements requis.

Art. 10. Le collège chevinal exécutera les mesures ordonnées.

Art. 11. Quiconque contreviendra aux dispositions des art. 7 à 10 qui précèdent ou aux arrêtés ministériels pris ou à prendre en son exécution, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 25 fr. à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

Chap. III. -- Dispositions finales.

Art. 12. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

strafe von 200 bis zu 1000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Ebenso wird bestraft, wer die zur Erhaltung der Vorräte erforderlichen Handlungen pflichtwidrig unterlässt oder wer die zur Saatbestellung bestimmten Vorräte zu andern Zwecken verwendet.

Kap. II. — Bestimmungen über Erwerb und Verteilung.

Art. 7. Das Eigentum der beschlagnahmten Vorräte an Getreide und Hülsenfrüchten geht unter Berücksichtigung der von der Regierung festgesetzten Höchstpreise durch freihändigen Verkauf an den Staat über.

Jeder Verkauf an Dritte außer des Staates ist untersagt.

Art. 8. Die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale hat die Aufgabe, mit Hilfe der Distriktskommissare und Bürgermeister für den Erwerb und die Verteilung der Vorräte über das Land nach den von dem General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit aufzustellenden Grundsätzen zu sorgen.

Art. 9. Die Gemeinde-Verwaltungen und die Distriktskommissare haben der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale die gewünschten Aufschlüsse zu liefern.

Art. 10. Zur Durchführung der getroffenen Maßnahmen ist das Schöffenkollegium verpflichtet.

Art. 11. Wer den Bestimmungen der Art. 7 bis 10 oder den zu dessen Ausführung erlassenen oder noch zu erlassenden ministeriellen Beschlüssen zuwiderhandelt, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 25 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Kap. III. — Schlusbestimmungen.

Art. 12. Dieser Beschluß tritt mit dem Tage seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Le Gouvernement déterminera l'époque où il cessera ses effets.

Art. 13. Notre Conseil du Gouvernement ainsi que les départements que la chose concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté et autorisés de régler les mesures d'exécution par arrêtés ministériels.

Luxembourg, le 28 juillet 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.

Dr. WELTER.

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER.

A. LEFORT.

Die Regierung bestimmt den Zeitpunkt des Außerkrafttretens dieses Beschlusses.

Art. 13. Unser Regierungsvollegium und die betreffenden Departemente sind mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt und ermächtigt, die näheren Ausführungsbestimmungen zu erlassen.

Luxemburg, den 28. Juli 1916.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

V. Thorn.

Dr. Welter.

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

Arrêté grand-ducal du 28 juillet 1916, interdisant la mouture de la récolte de blé.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Ayons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. A partir de la publication du présent arrêté jusqu'au 1^{er} septembre 1916, toute mouture de blé est interdite aux moulins de commerce.

Une autorisation spéciale écrite sera délivrée par l'Office d'achat et de répartition aux mou-

Groß. Beschluß vom 28. Juli 1916, wodurch das Vermahlen der Getreideernte untersagt wird.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, w., w., w.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die notwendigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates und in Abetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unsers General-Direktors für Ackerbau, Industrie und Arbeit, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Vom Datum der Veröffentlichung gegenwärtigen Beschlusses ab bis zum 1. September 1916 ist den Handelsmühlen jedwedes Vermahlen von Getreide untersagt.

Eine besondere schriftliche Berechtigung wird seitens der Staatlichen Einkaufs- und Ver-

lins de commerce pour les quantités de blé à faire moulinre jusqu'à cette date par l'Etat pour les besoins des non-producteurs.

Art. 2. A partir du 5 août 1916 jusqu'au 20 août suivant, toute mouture est interdite aux moulins à façon.

Jusqu'au 5 août 1916, il est permis aux moulins à façon de moulinre le blé provenant des anciennes récoltes.

Toute mouture de la récolte accrue cette année leur est interdite avant le 20 août 1916.

Art. 3. Les peines du chef des infractions aux dispositions qui précédent sont fixées:

a) pour les détenteurs de blé, à un emprisonnement de huit jours à un an et à une amende de 200 à 1000 fr., à une de ces peines seulement;

b) pour les meuniers à façon, à un emprisonnement de huit jours à un an et à une amende de 400 à 1000 fr., ou à une de ces peines seulement;

c) pour les meuniers de commerce, à un emprisonnement de huit jours à un an et à une amende de 500 à 1000 fr., ou à une de ces peines seulement.

Art. 4. Le Gouvernement peut faire fermer les moulins dont les tenanciers contreviennent aux dispositions des art. 1^{er} et 2 qui précédent. Un recours contre cette décision est ouvert au Conseil d'Etat, Comité du contentieux, qui y statuera avec juridiction directe et en dernier ressort. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Le recours au Conseil d'Etat doit être formé sous peine de forclusion dans les dix jours de la notification par voie administrative de la

teilungszentrale den Handelsmühlen ausgestellt betreffs der Getreidemengen, welche bis zu diesem Datum für den Bedarf der Nichtproduzenten zu vermahlen sind.

Art. 2. Vom 5. August 1916 ab bis zum darauffolgenden 20. August ist den Kundenmühlen jedwedes Vermahlen von Getreide untersagt.

Bis zum 5. August 1916 ist es den Kundenmühlen gestattet, das von den vorjährigen Ernten herrührende Getreide zu vermahlen.

Jedwedes Vermahlen der diesjährigen Getreideernte vor dem 20. August 1916 ist ihnen untersagt.

Art. 3. Die Strafen bei Zuwidderhandlungen gegen vorstehende Bestimmungen sind festgesetzt:

a) für die Betreideinhaber: auf Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahr und auf Geldstrafe von 200 bis zu 1000 Fr. oder auf eine dieser Strafen;

b) für die Kundenmühlen, auf Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahr und auf Geldstrafe von 400 bis zu 1000 Fr. oder auf eine dieser Strafen;

c) für die Handelsmühlen, auf Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahr und auf Geldstrafe von 500 bis zu 1000 Fr. oder auf eine dieser Strafen.

Art. 4. Die Regierung kann die Mühlen, deren Inhaber oder Betriebsleiter den Bestimmungen der Art. 1 und 2 zuwidderhandeln, schließen lassen. Gegen diese Verfügung ist Berufung vor dem Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, zulässig, welcher endgültig mit direkter Jurisdiktion entscheidet. Diese Berufung hat keine aufschiebende Wirkung.

Die Berufung an den Staatsrat muß innerhalb 10 Tagen nach der auf dem Verwaltungswege erfolgten Zustellung der beanstandeten

décision critiquée. Il n'est pas exigé qu'il soit présenté par un avocat.

Art. 5. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 juillet 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,*

Dr WELTER.

**Arrêté grand-ducal du 26 juillet 1916, concernant
l'abatage de bétail de boucherie.**

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'arrêté grand-ducal du 7 juillet 1916, concernant l'achat et la vente de bétail de boucherie;

Vu la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. A dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, tout bétail de boucherie se trouvant dans le Grand-Duché est saisi au profit de l'Etat.

Art. 2. L'abatage de bétail de boucherie ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale et écrite de l'Office d'achat et de répartition.

Entscheidung, bei Strafe des Verfalles, eingelegt werden. Dieselbe bedarf der Vertretung durch einen Advokaten nicht.

Art. 5. Unser General Direktor für Alterbau, Industrie und Arbeit ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher am Tage seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 28. Juli 1916.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor für Alterbau,

Industrie und Arbeit,

Dr. Welter.

**Großh. Beschluss vom 26. Juli 1916, betreffend
Tötung von Schlachtvieh.**

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, re., re., re.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 7. Juli 1916, über Ablauf und Verlauf von Schlachtvieh;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Rundseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Vom Datum des Inkrafttretens gegenwärtigen Beschlusses ab ist sämtliches im Großherzogtum befindliche Schlachtvieh für den Staat beschlagnahmt.

Art. 2. Die Tötung von Schlachtvieh ist nur auf Grund einer besonderen schriftlichen Ermächtigung der Staatlichen Einkaufs- und Vertriebszentrale gestattet.

Art. 3. L'art. 2, al. 1^e de l'arrêté grand-ducal précité du 7 juillet 1916, est modifié comme suit:

« Sera considéré comme bétail de boucherie » tout bétail d'étable destiné à la vente et à « l'abatage dans les six semaines qui suivent » la livraison ainsi que tout bétail de pâturage » non destiné à l'élevage. »

Art. 4. Sont annulés tous les marchés de bétail de boucherie conclus avant la mise en vigueur du présent arrêté et non encore exécutés.

Art. 5. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux mesures prises par le Gouvernement par application de l'art. 3 de notre arrêté susdit du 7 juillet 1916, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 300 fr. à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

Art. 6. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Château de Berg, le 26 juillet 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

V. THORN.

Dr. WELTER.

L. KAUFFMAN.

L. MOUTIER

A. LEFORT.

Arrêté du 27 juillet 1916, concernant l'achat, la vente, la répartition et l'abatage du bétail de boucherie.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;**

Vu les arrêtés g.-d. des 7 et 26 juillet 1916, soumettant l'achat, la vente et l'abatage du bétail de boucherie à des autorisations spéciales;

Art. 3. Der Art. 2, Absatz 1 des vorerwähnten Großh. Beschlusses vom 7. Juli 1916 ist abgeändert wie folgt:

„Als Schlachtvieh gilt alles Stallvieh, das zum Verkauf und zur Tötung binnen sechs Wochen nach der Ablieferung bestimmt ist, sowie alles Weidevieh, das nicht zur Zucht verwendet wird.“

Art. 4. Alle Käufe von Schlachtvieh, die vor Inkrafttreten gegenwärtigen Beschlusses getätigt, jedoch noch nicht ausgeführt sind, sind null und nichtig.

Art. 5. Die Zu widerhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses sowie gegen die von der Regierung auf Grund von Art. 3 unseres Beschlusses vom 7. Juli 1916 angeordneten Massnahmen werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe von 300 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist strafbar.

Art. 6. Dieser Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Schloß Berg, den 26. Juli 1916.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

V. Thorn.

Dr. Welter.

L. Kauffman.

L. Moutier.

A. Lefort.

Beschluß vom 27. Juli 1916, über Ankauf, Verkauf, Zuweisung und Tötung von Schlachtvieh.

Der General-Direktor für Ackerbau, Industrie und Arbeit;

Nach Einsicht der Großh. Beschlüsse vom 7. und 26. Juli 1916, wonach Ankauf, Verkauf und Tötung von Schlachtvieh besonderen Ermächtigungen unterworfen werden;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les détenteurs de bétail défini comme bétail de boucherie par l'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1916 sont tenus d'en faire la déclaration à l'Office d'achat et de répartition par l'intermédiaire des préposés aux registres de bétail.

Cette déclaration est à signer par le détenteur de bétail et implique l'engagement formel de sa part de céder le bétail offert en vente à l'Office d'achat et de répartition, resp. à la personne munie de l'autorisation de l'Office sur la base des prix maxima fixés par le Gouvernement. — L'engagement porte sur un délai de dix jours à partir de la date du timbre de la poste appliquée sur la carte de service du préposé aux registres de bétail.

Art. 2. La déclaration prévue à l'art. 1^{er} qui précède, n'est pas obligatoire pour la vente de veaux âgés de moins de quatre semaines accompagnant la vache aliénée comme bétail d'élevage ou comme vache laitière.

Art. 3. Les préposés aux registres de bétail transmettront les offres de vente par des cartes de service à l'Office d'achat et de répartition.

Art. 4. La répartition du bétail de boucherie entre les communes sera faite par l'Office d'achat et de répartition sur la base de la population, des besoins locaux et des quantités de viande disponibles.

Art. 5. Une autorisation d'achat et d'abatage sera délivrée par l'Office d'achat et de répartition pour chaque tête de bétail. Le porteur de cette autorisation pourra seul faire l'acquisition du dit bétail uniquement pour les besoins de la commune y indiquée.

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

Art. 1. Die Inhaber von Tieren, die nach Art. 3 des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1916 als Schlachtvieh bezeichnet sind, sind gehalten, durch Vermittlung der Viehstands-Registerführer eine diesbezügliche Erklärung an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale einzureichen.

Diese Erklärung ist vom Viehhinhaber zu unterzeichnen und verpflichtet letzteren ausdrücklich, das zum Verkauf angebotene Vieh an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale, bzw. an die mit der Ernächtigung der Zentrale versehene Person unter Verjährichtigkeit der von der Regierung festgesetzten Höchstpreise abzutreten. -- Diese Verpflichtung ist für einen Zeitraum von 10 Tagen bindend, beginnend mit dem Datum des auf der Dienstkarte des Viehstandsregisterführers aufgedruckten Poststempels.

Art. 2. Die in vorstehendem Art. 1 vorgesehene Erklärung ist nicht erforderlich beim Verkauf von & al ein unter 4 Wochen, die mit dem als Zucht- oder Milchvieh veräussererten Muttertiere abgegeben werden.

Art. 3. Die Registerführer haben die Kaufangebote durch Dienstkarten an die Verteilungszentrale einzufinden.

Art. 4. Die Verteilung des Schlachtviehes unter die Gemeinden wird von der Verteilungszentrale auf Grund der Einwohnerzahl, der Ortsbedürfnisse und der verfügbaren Bestände vorgenommen.

Art. 5. Eine besondere Kauf- und Schlachtberechtigung wird von der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale für jedes Stück Schlachtvieh ausgestellt. Der Inhaber dieser Berechtigung darf allein den Ankauf des Schlachttieres ausschließlich für die Bedürfnisse der auf der Karte vermerkten Gemeinde vornehmen.

Une autorisation d'abatage est également requise pour ceux des veaux dont l'achat et la vente ne sont pas soumis à une autorisation spéciale conformément à l'art. 2 ci-dessus.

Art. 6. L'autorisation de transport prévue par l'art. 5 de l'arrêté g.-d. du 20 mai 1916 (prescrivant la tenue de registres de bétail pour les exploitations agricoles), ne pourra être délivrée par le préposé aux registres qu'après présentation de l'autorisation d'achat et d'abatage dont s'agit à l'article précédent.

Art. 7. La répartition du bétail de boucherie assigné aux communes se fera par les soins de l'administration communale.

Art. 8. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 300 fr. à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

Art. 9. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 27 juillet 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,
Dr WELTER.*

Arrêté du 25 juillet 1916, portant modification de l'arrêté du 22 mai 1916, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;**

Vu l'arrêté du 22 mai 1916, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête :

Desglement ist eine besondere Schlachtberechtigung erforderlich für diejenigen Rinder, deren Kauf und Verkauf gemäß vorstehendem Art. 2 einer besonderen Berechtigung nicht unterliegt.

Art. 6. Die nach Art. 5 des Großh. Beschlusses vom 20. Mai 1916 (wodurch die Führung von Viehstandsregistern für die landwirtschaftlichen Betriebe angeordnet wird) vorgesehene Transportberechtigung darf erst nach Vorzeigung der in vorstehendem Art. 5 erwähnten Kauf- und Schlachtberechtigung ausgestellt werden.

Art. 7. Die Verteilung des den Gemeinden zugewiesenen Schlachtviehes hat durch die Gemeindeverwaltung zu geschehen.

Art. 8. Die Zu widerhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses werden mit Gefängnis von 8 Tagen bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von 300 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist strafbar.

Art. 9. Dieser Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 27. Juli 1916.

*Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,
Dr. Welter.*

Beschluß vom 25. Juli 1916, betreffend Abänderung des Beschlusses von 22. Mai 1916, über den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen.

**Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit;**

Nach Einsicht des Beschlusses vom 22. Mai 1916, über den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen;

Nach Beratung der Regierung im Konsil;

Beschließt:

Art. 1^{er}. Les art. 1^{er}, 6, 10, 15 et 20 de l'arrêté précité sont modifiés comme suit:

« *Art. 1^{er}.* — Pour la vente de porcs *au poids vif*, les prix *par kilogramme* sont fixés comme suit:

» a) pour jeunes porcs gras ainsi que pour truies engrangées, jusqu'à fr. 3,30;

» b) pour vieilles truies en moyen état d'en-graissement et pour verrats châtrés, jusqu'à fr. 2,70. »

« *Art. 6.* — Pour la vente de porcs *au poids net*, les prix *par demi-kilogramme (livre)* sont fixés comme suit:

» a) pour jeunes porcs gras ainsi que pour truies engrangées, jusqu'à fr. 2,15;

» b) pour vieilles truies en moyen état d'en-graissement et pour verrats châtrés, jusqu'à fr. 2,00.

» Ces prix s'entendent, tant pour la vente *au poids vif* que pour la vente *au poids net*, pour livraison à la gare d'expédition; tous les autres frais de transport sont à charge de l'acheteur et la prime d'assurance à charge du vendeur. »

« *Art. 10.* — Pour la vente de bovidés *au poids vif*, les prix sont fixés comme suit:

» a) pour gros bétail de bonne qualité marchande, jusqu'à fr. 245 par 100 kg.

» b) pour vieilles vaches en moyen état d'en-graissement et autre gros bétail de qualité médiocre, jusqu'à fr. 190 par 100 kg.;

» c) pour veaux de qualité moyenne, jusqu'à fr. 2,60 par kg., avec déduction de poids jusqu'à 2 kg. au maximum;

» d) pour veaux à croute de poulain, jusqu'à fr. 3 par kg., avec déduction de poids jusqu'à 2 kg. au maximum. »

« *Art. 15.* — Pour la vente *au poids net*, le prix *par 50 kg.* est fixé pour gros bétail de bonne qualité marchande, à fr. 235.

Art. 1. Die Art. 1, 6, 10, 15 und 20 des vor-erwähnten Beschlusses sind abgeändert wie folgt:

„Art. 1. — Beim Verkauf von Schweinen „nach Lebendgewicht sind die Preise pro Kg festgesetzt wie folgt:

„a) für junge Mätschweine sowie für gemästete Mütterschweine, bis höchstens 3,30 Fr.;

„b) für mittelgeslechte Mütterschweine so wie für kastrierte Eber, bis höchstens 2,70 Fr.

„Art. 6. — Beim Verkauf von Schweinen „nach Schlachtgewicht, sind die Preise „für das halbe Kilogramm (Pfund)“ festgesetzt wie folgt:

„a) für junge Mätschweine sowie für ge-mästete Mütterschweine, bis höchstens 2,15 Fr.;

„b) für alte mittelgeslechte Mütterschweine sowie für kastrierte Eber, bis höchstens 2,00 Fr.

„Diese Preise verstehen sich sowohl bei Verkauf nach Lebendgewicht als bei Verkauf nach Schlachtgewicht, für Lieferung nach der Verkaufsstation; alle andern Transportkosten sind zu Lasten des Käufers und die Versicherungs-prämie zu Lasten des Verkäufers.“

„Art. 10. — Beim Verkauf von Rindvieh „nach Lebendgewicht, sind die Preise festgesetzt wie folgt:

„a) für Großvieh, gute Durchschnittsware, bis höchstens 245 Fr. pro 100 kg.;

„b) für alte mittelgeslechte Kühe und anderes nicht fehlerfreies Großvieh, bis höchstens 190 Fr. pro 100 kg.;

„c) für Kälber von Durchschnittsqualität, bis höchstens 2,60 Fr. pro kg. mit einem Eingewicht, das 2 kg nicht übersteigen darf;

„d) für Doppelender, bis höchstens 3 Fr. pro kg. mit einem Eingewicht, das 2 kg nicht übersteigen darf.“

„Art. 15. — Beim Verkauf nach Schlachtgewicht ist der Preis pro 50 kg für Großvieh, gute Durchschnittsware, auf höchstens 235 Fr. festgesetzt.

» Ces prix s'entendent tant pour la vente au poids vif que pour la vente au poids net, pour livraison à la gare d'expédition; tous les autres frais de transport sont à charge de l'acheteur et la prime d'assurance à charge du vendeur.»

« Art. 20. — Ceux qui accepteront ou demanderont des prix supérieurs aux prix maxima fixés ci-dessus seront punis d'un emprisonnement de huit ours à six mois et d'une amende de 100 à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

» La tentative est punissable.»

Art. 2. Toutes les autres dispositions de l'arrêté du 22 mai 1916, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima resteront en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 25 juillet 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,*
Dr. WELTER.

Les articles abrogés sont les suivants:

Art. 4r. Pour la vente au poids vif, les *prix par kilogramme* sont fixés comme suit:

- a) pour jeunes pores gras au-dessus de 100 kg., de fr. 3,00 à fr. 3,30;
- b) pour jeunes pores gras de 80 à 100 kg. ainsi que pour truies engrangées, de fr. 2,70 à fr. 3,00;
- c) pour jeunes pores gras de 50 à 80 kg., pour truies en moyen état d'engraissement et pour verrats châtrés, jusqu'à fr. 2,70.

Art. 6. Pour la vente au poids net, les *prix par demi-kilogramme (livre)* sont fixés comme suit:

- a) pour jeunes pores gras d'un rendement en poids net de 80 kg. et au-dessus, de fr. 2,05 à fr. 2,15;
- b) pour jeunes pores gras d'un rendement en poids net de 60 à 80 kg., ainsi que pour truies engrangées, de fr. 1,95 à fr. 2,05;

„Diese Preise verstehen sich sowohl bei Verkauf nach Lebendgewicht, als bei Verkauf nach Schlachtgewicht, für Lieferung nach der Versandstation; alle andern Transportkosten bleiben zu Lasten des Käufers und die Versicherungsprämie zu Lasten des Verkäufers.“

„Art. 20. — Wer einen höheren Preis annimmt oder fordert, als die oben festgesetzten Höchstpreise, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafen von 100 bis 3000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft.

„Der Versuch ist strafbar.“

Art. 2. Alle andern Bestimmungen des Beschlusses vom 22. Mai 1916, über den Handel mit Schlachtvieh und die Festsetzung von Höchstpreisen, bleiben in Kraft.

Art. 3. Dieser Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 25. Juli 1916.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,
Dr. Welter.

Die abgeschafften Artikel sind folgende:

Art. 1. Beim Verkauf nach Lebendgewicht sind die Preise pro kg festgesetzt wie folgt:

- a) für junge Mätschweine über 100 kg, von 3 Fr. bis höchstens 3,30 Fr.;
- b) für junge Mätschweine von 80 bis 100 kg sowie für ausgemästete Mutterschweine, vom 2,70 bis höchstens 3 Fr.;
- c) für junge Mätschweine von 50 bis 80 kg, für mittelfleischige Mutterschweine und Lästererie Eber, bis höchstens 2,70 Fr.

Art. 6. Beim Verkauf nach Schlachtgewicht sind die Preise für das halbe Kilogramm (Pfund) festgesetzt wie folgt:

- a) für junge Mätschweine mit einem Schlachtgewicht von 80 kg und darüber, von 2,05 bis höchstens 2,15 Fr.;
- b) für junge Mätschweine mit einem Schlachtgewicht von 60 bis 80 kg, sowie für ausgemästete Mutterschweine, von 1,95 bis höchstens 2,05 Fr.;

c) pour jeunes porcs gras d'un rendement en poids net jusqu'à 60 kg., pour truies en moyen état d'engraissement, ainsi que pour verrats châtrés, jusqu'à fr. 1,95.

Ces prix s'entendent pour livraison à la gare d'expédition; tous les autres frais de transport sont à charge de l'acheteur et la prime d'assurance à charge du vendeur.

Si le poids net est de 78 à 82 kg. inclusivement, resp. de 58 à 62 kg. inclusivement, l'inspecteur des viandes est autorisé à ranger la bête dans la classe inférieure ou supérieure, suivant la qualité de la viande.

III. — Vente au poids vis.

Art. 10. — Pour la vente au poids vis, les *prix par 100 kg* sont fixés comme suit:

a) pour bœufs, jeunes vaches, jeunes bovins, taureaux, en parfait état d'engraissement, de fr. 235 à fr. 260;

b) pour bœufs, taureaux, jeunes bovins en moyen état d'engraissement et vieilles vaches, jusqu'à fr. 235.

Art. 15. — Pour la vente au poids net, les *prix par 50 kg.* sont fixés comme suit:

a) pour bœufs, jeunes vaches, jeunes bovins, taureaux, en parfait état d'engraissement, de fr. 225 à fr. 235;

b) pour bœufs, taureaux, jeunes bovins, en bon état d'engraissement, et vieilles vaches, jusqu'à fr. 225.

Ces prix s'entendent pour livraison à la gare d'expédition; tous les autres frais de transport sont à charge de l'acheteur et la prime d'assurance à charge du vendeur.

Art. 20. — Les infractions ou tentatives d'infraction aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 25 à 3000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou d'une de ces peines seulement.

Arrêté du 26 juillet 1916, complétant l'arrêté du 5 juillet 1916, concernant la fixation du prix maximum de vente ainsi que le transport de sucre et déléguant le droit de préemption à l'Office d'achat et de répartition.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;

c) für junge Märschschweine bis zu 60 kg Schlachtgewicht, für mittelgemästete Märschschweine sowie kastrierte Eber, bis höchstens 1,95 Fr.

Diese Preise verstehen sich für Lieferung nach der Versandstation; alle anderen Transportkosten sind zu Lasten des Käufers und die Versicherungsprämie zu Lasten des Verkäufers.

Falls das Schlachtgewicht 78 bis 82 kg einschließlich, bezw. 58 bis 62 kg einschließlich beträgt, so ist der Fleischbeschauer berechtigt, das Tier in die niedrigere oder höhere Wertklasse einzurichten, je nach Qualität des Fleisches.

III. Verkauf nach Lebendgewicht.

Art. 10. Beim Verkauf nach Lebendgewicht sind die Preise pro 100 kg festgesetzt wie folgt:

a) für ausgemästete Ochsen, ausgemästete junge Rühe, ausgemästetes Jungvieh, ausgemästete Stiere, von 235 Fr. bis höchstens 260 Fr.;

b) für gutgefleischte Ochsen, gutgefleischte Stiere, gutgefleischtes Jungvieh sowie alte Rühe, bis höchstens 235 Fr.

Art. 15. Beim Verkauf nach Schlachtgewicht sind die Preise pro 50 kg festgesetzt wie folgt:

a) für ausgemästete Ochsen, ausgemästete junge Rühe, ausgemästetes Jungvieh, ausgemästete Stiere, von 225 Fr. bis höchstens 235 Fr.;

b) für gutgefleischte Ochsen, gutgefleischte Stiere, gutgefleischtes Jungvieh und alte Rühe, bis höchstens 225 Fr.

Diese Preise verstehen sich für Lieferung nach der Versandstation; alle anderen Transportkosten bleiben zu Lasten des Käufers und die Versicherungsprämie zu Lasten des Verkäufers.

Art. 20. Zuwidderhandlungen oder Versuche von Zuwidderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses werden mit Geldstrafe von 25 bis zu 3000 Fr. und mit Gefängnis von acht Tagen bis zu sechs Monaten oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Beschluß vom 26. Juli 1916, in Ergänzung des Beschlusses vom 5. Juli 1916, betreffend Festsetzung eines Höchstpreises für Zucker und Transport des Gutes, sowie Übertragung des Verkaufsrechtes an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale.

Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit;

Vu l'arrêté du 5 juillet 1916, concernant la fixation du prix maximum de vente ainsi que le transport du sucre et déléguant le droit de préemption à l'Office d'achat et de répartition;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête :

Art. 1er. L'art. 1^{er} de l'arrêté précité est complété comme suit:

« Le prix maximum de vente du sucre *candi* est fixé:

a) en cas de vente en gros, c'est-à-dire de quantités dépassant 25 kg., à fr. 1,40 le kg.;

b) pour le commerce de détail, à fr. 1,60 le kg. »

Art. 2. Toutes les autres dispositions du même arrêté restent en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 26 juillet 1916.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,*

Dr. WELTER.

Arrêté grand-ducal du 28 juillet 1916, concernant l'approbation d'un arrangement conclu entre le Grand-Duché et l'Allemagne au sujet de l'échange des correspondances télégraphiques entre ces deux pays.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrangement conclu à la date du 24-27 juillet 1916 entre l'administration des postes et télégraphes du Grand-Duché de Luxembourg et l'administration des télégraphes de l'Empire d'Allemagne, au sujet de l'échange des correspondances télégraphiques entre les deux pays;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 5. Juli 1916. betreffend Festsetzung eines Höchstpreises für Zucker und Transport des Zuckers, sowie Übertragung des Verkaufsrechtes an die Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale;

Nach Beratung der Regierung im Konsil;

Beschließt:

Art. 1. Der Art. 1 des vorerwähnten Beschlusses ist ergänzt wie folgt:

„Der Höchstverkaufspreis des Kandiszucker ist festgesetzt:

„a) im Großhandel, d. h. in Mengen von über 25 kg, auf 1,40 Fr. pro kg;“

„b) im Kleinhandel, auf 1,60 Fr. per kg.“

Art. 2. Alle andern Bestimmungen desselben Beschlusses bleiben in Kraft.

Art. 3. Dieser Beschluss tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 26. Juli 1916.

*Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,
Dr. Welter.*

Großh. Beschluss vom 28. Juli 1916, betreffend die Genehmigung eines Übereinkommens zwischen Luxemburg und dem Deutschen Reich über den telegraphischen Verkehr zwischen beiden Ländern.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des am 24./27. Juli 1916 zwischen der Post- und Telegraphenverwaltung des Großherzogtums Luxemburg und der Kaiserlich Deutschen Telegraphenverwaltung getroffenen Übereinkommens, in betreff des telegraphischen Verkehrs zwischen beiden Ländern;

Vu l'art. 10 de la loi du 19 mai 1885, concernant l'organisation du service des télégraphes et la taxation des correspondances télégraphiques;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. L'arrangement visé ci-dessus est approuvé et sera publié par la voie du *Mémorial*, afin d'exécution.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 28 juillet 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général
des finances,
L. KAUFFMAN.*

Nach Einsicht des Art. 10 des Gesetzes vom 19. Mai 1885, die Organisation des telegraphischen Verkehrs sowie die Taxe der Telegramme betreffend;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen, und nach Beratung der Regierung im Konsil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Das obengenannte Übereinkommen ist genehmigt und soll behufs Ausführung im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Art. 2. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 28. Juli 1916.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor
der Finanzen,
L. Kauffmann.

Zusatzabkommen zu dem Telegraphen-Übereinkommen zwischen Luxemburg und Deutschland vom 19./15. Juni 1886, erneuert oder abgeändert durch die Verhandlungen zu Paris vom 13. Juni 1890, zu Berlin vom 6. November 1891, zu Budapest vom 14. Juli 1896, zu Berlin vom 12. August und Luxemburg vom 1. Oktober 1903 und zu Lissabon vom 29. Mai 1908.

In Anwendung des Art. 17 des zu St. Petersburg abgeschlossenen internationalen Telegraphenvertrags haben sich die Unterzeichneten, vorbehaltlich der Genehmigung, über folgendes verständigt:

Einziger Artikel. — Vom 1. August 1916 ab wird bis auf weiteres für die unmittelbar zwischen Deutschland und Luxemburg gewechselten Telegramme in beiden Ländern zur Telegrammgebühr ein Zuschlag von 2 Pfennig = 2½ Centimen für das Wort, mindestens 10 Pfennig = 12½ Centimen für das Telegramm erhoben. Über die Zuschlagsgebühr wird nicht abgerechnet.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen in doppelter Ausfertigung vollzogen.

Luxemburg, den 27. Juli 1916.

Berlin, den 24. Juli 1916.

Für die Großherzoglich Luxemburgische
Telegraphenverwaltung,
L. Kauffmann.

Für die Kaiserlich Deutsche
Telegraphenverwaltung,
Koechler.

Arrêté du 28 juillet 1916, concernant la police sanitaire du bétail.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL;**

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Bascharage, et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1er. La localité de Bascharage est mise en interdit.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application pour cette localité.

Art. 2. La zone d'observation comprendra les localités de Schouweiler, Sprinkange, Fingig, Hivange et Sanem.

Les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 du susdit arrêté trouveront leur application pour ces localités.

Art. 3. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 4. Le présent arrêté sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 juillet 1916.

*Pour le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,
Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
L. MOUTIER.*

Beschluß vom 28. Juli 1916, die Viehseuchenpolizei betreffend.

**Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit;**

In Erwägung, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Niederkerschen ausgebrochen ist, und daß es dringend geboten ist, die nötigen Maßregeln zu treffen, um deren Verbreitung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchopolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betrifft Ausführung dieses Gesetzes:

Beschließt:

Art. 1. Die Sperrre ist über die Ortschaft Niederkerschen verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf diese Ortschaft Anwendung.

Art. 2. Das Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Schouweiler, Sprinkingen, Fingig, Hivingen und Gassenheim.

Die Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 des erwähnten Beschlusses finden auf diese Ortschaften Anwendung.

Art. 3. Zu widerhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschuß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 28. Juli 1916.

*Für den General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,
Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutier.*

Avis. — Ecole d'artisans.

Par arrêté grand-ducal en date du 26 juillet 1916, M. Michel *Buchler*, professeur à l'école agricole d'Ettelbruck, a été nommé aux mêmes fonctions près l'École d'artisans.

Luxembourg, le 27 juillet 1916

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du travail,
Dr WELTER*

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 8 au 22 juillet 1916.

Bekanntmachung. — Staatshandwerkerschule.

Durch Großb. Beschluss vom 26. Juli 1916 wurde Dr. Michel *Büchler*, Professor an der Staatsackerbauschule zu Ettelbrück, in gleicher Eigenschaft an die Staatshandwerkerschule zu Luxembourg ernannt.

Luxemburg, den 27. Juli 1916

*Der General-Direktor für Ackerbau,
Industrie und Arbeit,
Dr. Welter.*

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantone vom 8. bis 22. Juli 1916 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N° d'ordre	Cantons	Localité(s)	Fievre typhoïde.	Diphtherie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.
1	Luxembourg.	Grund	»	»	»	1	»	»
2	Luxembourg.	Hollerich	»	»	1	»	»	»
		Walfertdange	»	»	»	—	»	»
3	Capellen.	Kleinbettingen	»	»	1	»	»	»
4	Esch-s.-Alz.	Differdange	1	»	»	»	»	»
		Dudelange	»	1	»	»	»	»
		Esch-s.-Alz.	»	3	»	5	»	»
		Leudelange	»	1	»	»	»	»
		Pétange	»	»	»	3	»	»
		Rodange	»	»	»	3	»	»
5	Mersch.	Bissen	»	1	»	»	»	»
		Cruchten	1	»	»	»	»	»
		Mersch	»	»	»	1	»	»
6	Clervaux.	Rollingen	»	»	»	1	»	»
		Consthum	»	»	1	»	»	»
		Hachiville	»	»	1	»	»	»
		Lullinghen	»	3	»	»	»	»
		Sassel	»	1	»	»	»	»
		Troisvierges	»	1	»	»	»	»
7	Diekirch.	Diekirch	»	1	»	1	»	»
8	Redange.	Ell	»	1	»	»	»	»
		Hovelange	1	»	»	»	»	»
		Nagem	»	2	»	»	»	»
9	Echternach.	Freckeisen	1	»	»	»	»	»
10	Remich.	Remich	»	1	»	1	»	»
		Total ...	4	17	3	17	»	»